



Christian Bonzon

Interview par [Jean-Blaise Besençon](#)

Fernand Cuche: «L'ouverture du marché agricole? une impasse!»

20 décembre 2017

Libéralisation des échanges agricoles, conditions d'élevage des porcs, utilisation des pesticides et des antibiotiques: Fernand Cuche, ex-conseiller national, ancien conseiller d'Etat neuchâtelois, humaniste et écologiste, détaille la transition de la politique agricole en marche.

Pour une eau potable propre, pour une alimentation saine, pour des aliments équitables, pour la souveraineté alimentaire... Sept initiatives concernant l'agriculture et l'alimentation ont été lancées ces quatre dernières années. Pourquoi autant?

Parce qu'on a un réel problème! Se retrouver avec autant de propositions populaires alors que les Chambres fédérales revoient la politique agricole tous les quatre ans signifie que les politiciens passent à côté d'enjeux très importants, sinon on n'aurait pas cette avalanche. Mais ces sept initiatives me rassurent, aussi! Elles signifient que même si les politiciens ne saisissent pas les enjeux et peinent à imaginer une organisation différente du commerce et des marchés, des dizaines et des centaines de milliers de citoyens peuvent dire qu'ils veulent aller dans une direction différente. Nous ne sommes qu'au début de la transition de la politique agricole mais, comme pour la transition énergétique, on ne pourra pas faire marche arrière.



Fernand Cuhe est né le 26 juillet 1946 dans une famille d'agriculteurs-bûcherons au Pâquier (NE). Assistant social et agriculteur, il est membre des Verts, syndicaliste et militant engagé pour une agriculture à dimension humaine. Photo: Alain Germond

Après l'acceptation, le 24 septembre dernier, de l'initiative pour la sécurité alimentaire, le Conseil fédéral a affirmé vouloir à la fois favoriser une agriculture de qualité et ouvrir le marché. Est-ce possible?

Monsieur Schneider-Ammann et ses collègues ne me semblent pas bien au fait de la réalité. Mais notre ministre de l'Agriculture est fidèle à sa doctrine. Pour lui, quels que soient les secteurs de production, il faut libéraliser, parce que le marché libre détermine le bien-être de la société, c'est sa conviction, son credo. Mais il ne s'est pas encore rendu compte que dans le monde animal et végétal, soumis à des phénomènes de pluie, de sécheresse, de froid, on ne peut pas appliquer les règles de la production industrielle. Une machine qui fabrique des roulements à billes peut travailler jour et nuit. Et s'il y a un défaut, un capteur ou une caméra peuvent arrêter la machine et même dire où se situe la panne. La nature est beaucoup plus complexe. Nous sommes dans l'irrationnel, dans l'imprévisible et il n'a pas compris ça. La mise en concurrence à la fois locale, nationale et mondiale des produits agricoles nous conduit à toute vitesse dans une impasse. Même pour les humains, l'ultraconcurrence devient destructrice. L'homme ne peut pas vivre uniquement de concurrence. La nature aussi joue de la concurrence, pour occuper le terrain par exemple, comme on le voit dans la forêt ou les polycultures. Mais dans la nature, il y a aussi des coopérations et des collaborations. Ce sont ces valeurs qu'il faut retrouver.

Plusieurs initiatives visent l'interdiction totale des produits chimiques. Est-ce réaliste?

Ma vision, c'est d'arriver d'ici à dix ou quinze ans à une suppression totale des pesticides de synthèse. Et puis à la réintégration de 20 000 ou 30 000 travailleurs dans la production agricole. Avec des méthodes nouvelles, un peu moins mécanisées, pour une agriculture de plus en plus diversifiée. Plus les cultures sont diversifiées et plus elles demandent de surveillance, donc de présence humaine. En fin de compte, si pour que l'agriculture gère mieux l'environnement et qu'elle offre des denrées alimentaires de qualité il faut engager quelques milliers de personnes équitablement rémunérées, le bilan sera positif et répondra en plus à une préoccupation sociétale majeure.

Vous imaginez les habitants de ce pays retourner travailler la terre?

J'observe que dans les écoles d'agriculture, jusqu'à un tiers des jeunes ne trouvent pas de domaine à reprendre. Il faut intégrer ces jeunes dans cette transition parce qu'ils arrivent avec une vision différente, sans l'héritage de la tradition paysanne, plutôt conservatrice et lourde. Ils ne vont pas tout de suite engager un tracteur de 200 chevaux et se contenter d'exploiter deux ou trois cultures sur 30 ou 50 hectares. Les jeunes agriculteurs pensent durabilité.

Les écoles sont-elles prêtes à former ces «nouveaux» agriculteurs?

Il y a eu une prise de conscience, et les directeurs suivent ce qu'il se passe. Aujourd'hui, on ne rit plus des paysans qui font de l'agriculture biologique, on ne rit plus de la permaculture, parce qu'on se rend compte que le modèle intensif, les monocultures et les grands domaines hautement mécanisés ne fonctionnent pas. Les écoles ne contestent pas le fait que ça ne peut pas durer comme ça, alors elles corrigent un peu le tir. Mais par rapport à l'urgence, elles sont en retard.

Le 16 novembre, sans attendre la décision européenne, le gouvernement a balayé l'idée d'un moratoire sur l'utilisation du glyphosate, un herbicide considéré comme dangereux. Qu'en pensez-vous?

Le glyphosate porte le chapeau pour l'ensemble des produits de synthèse que l'on utilise dans l'agriculture intensive et productiviste. Ce qui l'a mis sur le devant de la scène, c'est que l'OMS (Organisation mondiale de la santé) le considère comme potentiellement cancérigène. En Suisse, les doses mesurées (ndlr: jusque dans les urines humaines) sont effectivement en dessous des normes. Je fais confiance aux laboratoires et ne conteste pas leurs mesures. Mais ce que l'on connaît moins bien, ce sont les cocktails de produits toxiques, le mélange de différents pesticides, fongicides, herbicides, qui ont tous des valeurs toxiques différentes et qui peuvent encore se mélanger à des micropolluants venus de l'industrie ou des médicaments. Les scientifiques reconnaissent que l'on sait peu de choses sur ces mélanges. Je suis donc déçu par la décision suisse (et européenne), mais on ne pourra plus, désormais, éviter ce débat. Tôt ou tard, un autre produit reposera la question.

On dit que lorsqu'on ne laboure pas (ce qui est bon pour les sols), on doit utiliser davantage d'herbicide (ce qui est mauvais). Comment l'agriculture peut-elle échapper à ce genre de paradoxe?

Depuis que les hommes ne sont plus chasseurs-cueilleurs, qu'ils maîtrisent les semences, ils ont été, de façon périodique ou accidentelle, confrontés à des insectes, à des maladies, à des parasites et ils ont dû faire évoluer leurs méthodes de culture. Ce n'est pas nouveau. Les labours réguliers diminuent l'humus, c'est regrettable. Mais continuons à chercher. Interdisons le glyphosate et ses cousins d'ici à six ans et, pendant ce temps, faisons travailler les stations de recherche et les ingénieurs agronomes sur ces sujets. Certaines semences possèdent des résistances extraordinaires et il existe des essences de plantes ou des huiles essentielles sur lesquelles il est écrit «Danger de mort»! Ces recherches apporteront des solutions. C'est tellement vaste, tellement diversifié, les façons dont les plantes peuvent coopérer, s'associer pour résister. Au bout du compte, moins on utilisera les produits de synthèse, plus on garantira une production durable et un environnement de qualité pour les générations futures.

Les producteurs de lait demandent toujours qu'il leur soit payé 1 franc le litre, ce qui semble équitable, mais les prix ne cessent de baisser...

Commençons par une note positive! Dans les filières de mise en valeur organisées autour des AOP (appellations d'origine protégée), comme le Gruyère, le Vacherin fribourgeois ou la Tête de Moine, là où les producteurs de lait, les transformateurs et les affineurs sont regroupés en interprofessions, ils parviennent à gérer l'offre. Quand on sent par exemple que le marché fléchit, on diminue la production. Pour l'année en cours, la production de lait pour le Gruyère a été diminuée d'environ 6% et les prix ont été maintenus au-dessus de 80 centimes.

Pourquoi cela ne fonctionne-t-il pas pour le lait de consommation?

Parce que les producteurs ne parviennent pas à s'organiser pour gérer l'offre. Ils ne sont pas suffisamment coopératifs ou solidaires pour aller négocier ensemble, de manière coordonnée. Face aux difficultés, certains font encore le choix de produire davantage, d'agrandir leur domaine, d'acheter des quotas. Il y a ces faiblesses au sein des organisations paysannes, mais il y a aussi une irresponsabilité de la part des acheteurs. Les grands comme Emmi, Cremo, Elsa et d'autres centrales pourraient manifester un peu de responsabilité sociale! S'ils veulent vraiment jouer la carte du lait suisse, produit avec les bases fourragères de ce pays, il faut qu'ils se ressaisissent et disent: il nous faut cette quantité-là de cette qualité-là, et alors on pourra négocier. Entre 2014 et 2016, le prix du lait a chuté de 19% par rapport à l'an 2000... C'est d'autant plus incompréhensible que nous sommes dans un pays où l'agriculture se caractérise principalement par les vaches, par la production laitière. Avec les images véhiculées par la publicité, on devrait être au top de la rémunération. Aujourd'hui je suis prêt à dire aux paysans: si le prix du lait ne remonte pas, l'année prochaine ne participez pas aux désalpes et faites des cortèges de revendication, pour que les consommateurs prennent conscience.

Cette année, dans le canton de Vaud en particulier, des conditions d'élevage des porcs ont choqué les consommateurs. Comment le ressentez-vous?

Je comprends parfaitement la sensibilité manifestée par les consommateurs. Je fus pendant quarante ans producteur de viande bovine. Le domaine était en bio, les animaux n'étaient pas en surnombre et détenus avec respect. Malgré tout, le jour où il fallait les charger dans un camion pour l'abattoir n'était jamais une belle journée... Je l'ai fait pendant des années, et j'assume. D'une manière générale, j'en appelle à la responsabilité individuelle des éleveurs, à leur conscience. Ce qui me dérange, ce sont ces exploitations de plus en plus grandes qui se retrouvent coincées parce que les prix ne sont plus rémunérateurs. C'est à ce moment que surviennent les dérapages, et parmi ceux qui dérapent, certains dérapent plus que d'autres et ce sont ceux-là qui se font choper. Je condamne le manque de respect de certains éleveurs et je trouve normal que des procédures soient engagées contre eux.

Votre vision de l'agriculture suisse de demain?

Compte tenu du prix de la terre, de la diversité des espaces agricoles, la Suisse ne pourra jamais rivaliser au niveau des marchés, à part, dans une certaine mesure, avec le fromage et le vin. Mais on ne va pas faire de la mise en valeur de yogourts. Les Français font d'excellents yogourts, les Danois aussi. On ne va pas exporter des yogourts bios en Chine. Par contre, intégrer à toutes nos productions une dimension durable et écologique, voilà le défi. Si, dans le futur, la Suisse devenait un modèle d'agriculture diversifiée, productive et respectueuse de l'environnement, ça me plairait bien.